

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :  
1524 TM — 557 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

PAIEMENT DES RENTES ALLOUEES  
PAR L'ETAT CHERIFIEN  
EN REPARATION DES DOMMAGES CORPORELS  
RESULTANT DES TROUBLES SURVENUS AU MAROC  
ENTRE LE 1<sup>er</sup> JUIN 1953  
ET LE 31 DECEMBRE 1956

- 1 Par note-circulaire n° 28 du 31 octobre 1966, la Trésorerie générale du Maroc a informé les comptables de la décision prise par les autorités marocaines de suspendre le paiement des rentes allouées aux victimes de dommages résultant des troubles à l'ordre public survenus au Maroc entre le 1<sup>er</sup> juin 1953 et le 31 décembre 1956.
- Cette décision conduit à faire application aux titulaires de ces rentes, qui cessent d'être indemnisés et qui ont la nationalité française, des dispositions de la loi n° 59-964 du 31 juillet 1959 (cf. annexe n° 1).
- 2 En attendant que les droits des intéressés au regard de la loi du 31 juillet 1959 aient pu être examinés par les services du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre, il a été décidé que le paiement des rentes allouées aux victimes de *nationalité française* serait assuré, pour le compte du Trésor français, dans les conditions indiquées ci-après.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM
PGT	PSA	TOM	CLV	PY	PAI	PGA	

DIFFUSION  
P  
30

## **SECTION I**

### **Identification des émoluments visés par la présente instruction.**

- 3** Les dispositions de la présente instruction sont applicables aux « *Rentes viagères pour dommages résultant des troubles à l'ordre public* » allouées par l'Administration marocaine en application du dahir du 30 septembre 1953, modifié et complété par les dahirs des 24 avril 1954 et 22 janvier 1955.
- 4** Ces rentes ont jusqu'alors été gérées par la Caisse marocaine des retraites et sont inscrites dans la série de numéros allant de 001 à 850. Les échéances en sont fixées uniformément aux 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre de chaque année et les arrérages sont payables au moyen de coupons détachés d'un livret dont la première page forme extrait d'inscription.

## **SECTION II**

### **Conservation des fiches de paiement et des livrets.**

- 5** Les comptables assignataires des rentes viagères visées ci-dessus doivent conserver les fiches de paiement et laisser aux titulaires de nationalité française les livrets qu'ils détiennent.
- 6** Les livrets et les fiches correspondantes qui auraient été envoyés à la Paierie générale auprès de l'Ambassade de France au Maroc seront renvoyés par celle-ci au comptable assignataire.  
Les mesures à prendre lorsqu'un livret ne comprend plus de coupons sont indiquées au paragraphe 24 ci-après.

## **SECTION III**

### **Paiement des arrérages pour le compte du Trésor français.**

#### **A. — RÔLE DU COMPTABLE PAYEUR**

- 7** Lorsque après réception de la présente instruction, un pensionné se présente pour percevoir les arrérages de la rente viagère dont il est titulaire, le Comptable payeur l'invite à préciser sa nationalité par une déclaration verbale.  
La mention de cette nationalité est portée sur la fiche A détenue par le Comptable payeur sous la forme suivante : « Nationalité..... suivant déclaration verbale en date du ..... ».
- 8** Toutefois, pour ceux des intéressés qui déclareraient être de nationalité française alors que la consonance de leur nom pourrait faire supposer qu'ils sont de nationalité étrangère, il y aurait lieu d'exiger la présentation d'une carte nationale d'identité, ou d'un certificat de nationalité ou de toute autre pièce permettant de justifier la nationalité française du bénéficiaire.



- 9 Si l'intéressé n'est pas de nationalité française, le paiement des arrérages doit être refusé par le comptable qui informe le pensionné des mesures de suspension décidées par les autorités marocaines. Il procède — à moins que le pensionné ne s'y refuse — au retrait du livret et le transmet à la Trésorerie Générale du Maroc, par l'intermédiaire du Payeur Général auprès de l'Ambassade de France (1), appuyé de la fiche A annotée de la nationalité étrangère du bénéficiaire dans les conditions prévues au paragraphe 7 ci-dessus.
- 10 S'il apparaît, au contraire, que le bénéficiaire de la rente est de nationalité française, le paiement des arrérages échus est effectué dans les conditions habituelles, pour le même montant que celui réglé aux échéances précédentes mais pour le compte du Trésor français. L'intéressé est, en même temps, invité à souscrire une demande conforme au modèle figurant en annexe n° 2 à la présente instruction pour permettre l'examen de ses droits au titre de la loi n° 59-954 du 31 juillet 1959 (2).
- 11 Cette demande, sur laquelle doit être apposé le cachet du poste du Comptable payeur, est transmise le jour même au Trésorier-Payeur Général du département du lieu de paiement de la rente viagère, appuyée de la fiche A afférente à cet émolument sur laquelle mention de la nationalité française du bénéficiaire a été portée.

#### B. — RÔLE DU COMPTABLE SUPÉRIEUR

- 12 Dès réception de l'envoi du Comptable payeur, le Comptable supérieur établit une fiche provisoire pour tenir lieu de fiche B. Les principales indications de la fiche A communiquée par le Comptable payeur sont reproduites sur cette fiche provisoire. La fiche A est ensuite renvoyée au Comptable payeur pour permettre le règlement des échéances ultérieures.
- 13 Préalablement à ce renvoi, le Comptable supérieur revêt la fiche A de la mention : « Demande de pension au titre de la loi du 31 juillet 1959 adressée à la Direction des anciens combattants de....., le ..... ». Cette mention est également portée sur la fiche provisoire.
- 14 La demande souscrite par le pensionné est transmise à la Direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de la résidence de l'intéressé après qu'ait été complétée la mention figurant dans le « cadre réservé au Trésorier-Payeur Général », conformément au modèle annexé à la présente instruction

#### SECTION IV

##### Centralisation et Imputation des paiements.

- 15 Les quittances de paiement des rentes viagères allouées aux victimes de nationalité française des événements survenus au Maroc sont comprises par les Comptables payeurs sur une fiche récapitulative spéciale intitulée : « Rentes viagères marocaines, Dahir du 30 septembre 1953 ».

(1) Boîte postale 422 à Rabat.

(2) Afin de réaliser la présentation uniforme des demandes de l'espèce, il est souhaitable qu'un tirage soit effectué par les Trésoreries Générales qui en approvisionneront les comptables chargés du paiement de ces rentes.

- 16 Les dépenses correspondantes sont imputées par les Comptables supérieurs centralisateurs au débit du compte 06-051 « Dépenses ordinaires des services civils payables sans ordonnancement » et les acquits y afférents sont versés à l'appui du bordereau mensuel n° 2201 (C 1133) sur lequel leur montant doit figurer en regard du chapitre 46-22 « Pensions d'invalidité et allocations y rattachées. — Pensions des ayants cause ». Les sommes versées à ce titre sont reprises trimestriellement à l'état récapitulatif des dépenses payées sans ordonnancement préalable n° 2200 (C 907).

## SECTION V

### Régularisation des paiements après examen des droits à pension au titre de la loi du 31 juillet 1959.

- 17 Les paiements effectués en vertu des prescriptions de la présente instruction doivent être considérés comme *des avances à valoir* sur les droits qui seront éventuellement reconnus aux bénéficiaires au titre de la loi n° 59-964 du 31 juillet 1959.

Ces paiements ne doivent pas, en conséquence, être poursuivis au-delà de la date à laquelle les bénéficiaires seront mis en possession d'un titre de pension ou d'un titre d'allocation provisoire d'attente. L'attribution éventuelle d'une allocation provisoire d'attente incombe à la Direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de la résidence des intéressés, chargée de l'instruction des demandes formulées par les postulants.

- 18 Les allocations provisoires d'attente délivrées en application de la loi du 31 juillet 1959 portent la mention « Maroc-L-31-7-1959 » sur leur titre de paiement. La jouissance en est fixée à la date à partir de laquelle la rente viagère locale a cessé d'être payée par le Trésor marocain (1). Les sommes payées au-delà de cette date pour le compte du Trésor français, conformément aux prescriptions de la présente instruction, sont précomptées lors de la mise en paiement de l'allocation provisoire d'attente.

- 19 A cet effet, lors de la réception des fiches d'allocation provisoire d'attente par le comptable supérieur assignataire, celui-ci fait procéder au retrait du livret de rente viagère locale et demande le renvoi de la fiche A correspondante ainsi que de la fiche B provisoire si celle-ci est détenue par un autre comptable supérieur que lui-même.

- 20 En possession de ces documents, le Comptable supérieur assignataire détermine la somme payée au titre de la rente viagère locale depuis la date de jouissance de l'allocation provisoire d'attente et en précompte le montant sur les premiers arrérages de cette allocation et, éventuellement, sur les arrérages trimestriels ultérieurs dans la limite du cinquième de leur montant.

- 21 Le livret et les fiches A et B de la rente viagère locale, *qui ne doit plus donner lieu à paiement*, sont annexés à la fiche d'allocation provisoire d'attente pour être joints, ultérieurement, au décompte des premiers arrérages de la pension concédée par arrêté ministériel.

(1) Cette date est, en principe, celle du 1<sup>er</sup> septembre 1966 correspondant au dernier terme échu sur la rente viagère locale avant la notification aux comptables de la circulaire de la Trésorerie Générale du Maroc, n° 28 du 31 octobre 1966. Elle peut être antérieure dans le cas où la Caisse Marocaine des retraites n'a pas procédé au renouvellement d'un titre expiré avant le 1<sup>er</sup> septembre 1966.



- 22** Les dépenses afférentes aux arrérages payés sur allocations provisoires d'attente et pensions concédées au titre de la loi du 31 juillet 1959 reçoivent la même imputation budgétaire que les prestations de même nature allouées aux victimes civiles de la guerre 1939-1945.

- 23** *Remarque.* — Les articles D 38 et D 47 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont applicables aux allocations provisoires d'attente attribuées aux victimes de dommages résultant des troubles à l'ordre public survenus au Maroc entre le 1<sup>er</sup> juin 1953 et le 31 décembre 1956. En cas de rejet de la demande de pension formulée au titre de la loi du 31 juillet 1959, les sommes perçues sur allocation provisoire d'attente doivent donc rester définitivement acquises aux intéressés.

Cette disposition n'est pas applicable, en revanche, aux sommes payées sur les rentes viagères locales lorsque, le droit à pension n'étant pas établi avec certitude, le Directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre n'a pas cru devoir établir un titre d'allocation provisoire d'attente. En pareil cas, le Directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre doit signaler le fait au Trésorier-Payeur Général de manière à ce que celui-ci fasse immédiatement suspendre le paiement de la rente viagère locale. Les sommes payées au titre de la rente dont il s'agit sont récupérées sur les premiers arrérages de la pension qui pourrait être ultérieurement concédée, ou mises en recouvrement après réception d'une ampliation de la décision rejetant la demande de pension, ampliation qu'il appartient à la Direction interdépartementale des anciens combattants de faire parvenir au Comptable supérieur.

## SECTION VI

### Dispositions diverses.

#### 1° RENOUVELLEMENT DES LIVRETS EXPIRÉS AFFÉRENTS AUX RENTES VIAGÈRES DU DAHIR DU 30 SEPTEMBRE 1953 PRISES EN CHARGE PAR LE TRÉSOR FRANÇAIS

- 24** Dans le cas où le livret d'une rente viagère visée par la présente instruction ne comprend plus de coupons, ce livret ne doit pas être transmis pour renouvellement à la Trésorerie Générale du Maroc. Il appartient au Trésorier-Payeur Général du département dans lequel la rente est payable d'en proroger la validité ainsi que celle de la fiche de paiement. Il doit à cet effet :
- agraffer à la fiche de paiement une fiche cartonnée sur laquelle sont aménagées des cases d'émargement portant l'indication des dates d'échéances pour une année d'arrérages ;
  - ménager sur la troisième page de la couverture du livret ou, si celle-ci porte des indications imprimées, sur une feuille collée à la fin du livret, un nombre de cases égal à celui de la fiche supplémentaire portant chacune l'indication des échéances correspondantes ;
  - annexer à ce livret, par agrafage, un nombre de quittances du modèle n° 4302 (C 1184) égal au nombre d'échéances prévues sur lesquelles sont reportées : la nature (rente viagère marocaine, Dahir du 30 septembre 1953) et le numéro de la rente ainsi que la date de l'échéance à laquelle la quittance sera utilisée ; la quittance ainsi préparée est complétée par le Comptable payeur au moment du paiement ;
  - renvoyer au Comptable payeur la fiche et le livret ainsi modifiés.

Dès réception du livret et de la fiche modifiés par le Trésorier-Payeur Général, le Comptable payeur :

- convoque le bénéficiaire pour lui restituer son livret ;
- règle les arrérages échus au moyen de la quittance du modèle n° 4302 (C 1184) ;
- émarge les cases, correspondant à l'échéance réglée, aménagées sur le livret et la fiche supplémentaire.

## 2° DÉCÈS DU BÉNÉFICIAIRE D'UNE RENTE

- 25 Les rentes viagères du Dahir du 30 septembre 1953 dont le paiement est poursuivi, pour le compte du Trésor français, dans les conditions prévues par la présente instruction sont considérées comme des avances.
- 26 Dans le cas de décès d'un pensionné, ces avances de même que l'allocation provisoire d'attente émise en remplacement, ne peuvent donner lieu au règlement des arrérages restant dus au décès au profit des héritiers. Ceux-ci sont informés par les comptables que ce n'est qu'après concession de la pension au titre de la loi du 31 juillet 1959 qu'ils pourront être admis à faire valoir leurs droits au paiement du rappel éventuel résultant du décompte de liquidation, arrêté au jour du décès de leur auteur, des premiers et derniers arrérages de cette pension.
- 27 Les ayants cause qui solliciteraient, à la suite du décès de leur auteur, l'attribution d'une pension de veuve, d'orphelins ou d'ascendants au titre de la loi du 31 juillet 1959 seront invités à formuler leur demande auprès de la Direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de leur résidence.

*Le Directeur de la Comptabilité publique,*

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

*Le Sous-Directeur,*

H. VIROLLET.



ANNEXE N° 1  
à l'instruction n° 66-143-B 3  
du 30 décembre 1966.

INSTRUCTION  
N° 66-143-B 3  
du  
30 déc. 1966.

**LOI N° 59-964 DU 31 JUILLET 1959  
RELATIVE A LA REPARATION DES DOMMAGES PHYSIQUES SUBIS  
AU MAROC PAR LES PERSONNES DE NATIONALITE FRANÇAISE**

(Journal officiel du 8 août 1959.)

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT ADOPTE  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA  
TENEUR SUIT :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Sous réserve de la subrogation de l'Etat dans les droits des victimes ou de leurs ayants cause, les personnes de nationalité française ayant subi des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements survenus au Maroc entre le 1<sup>er</sup> juin 1953 et le 31 décembre 1956, qui ne sont pas indemnisées ont, ainsi que leurs ayants cause, droit à pension dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre par le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Elles bénéficieront également des droits accessoires, des avantages et des institutions définis aux articles L. 136 bis et L. 224 ainsi qu'aux livres III (titres III et IV) et V du code susmentionné.

ARTICLE 2. — Pour l'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, ouvrent droit à la pension les infirmités ou le décès résultant :

- 1° De blessures reçues ou d'accidents subis du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements du Maroc mentionnés audit article 1<sup>er</sup> ;
- 2° De maladies contractées du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements précités ;
- 3° De maladies contractées ou aggravées du fait de mauvais traitements ou de privations subis en captivité en relation avec les mêmes événements.

Sont réputés causés par les faits prévus à l'article 1<sup>er</sup> les décès, même par suite de maladie, s'ils sont survenus pendant la captivité.

Lorsque la blessure, l'accident, la maladie ou la mort sont dus à une faute inexcusable de la part des victimes. Ils ne donnent droit à aucune indemnité.

Ne sont pas considérés comme faute inexcusable de la victime, au regard des personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi, le suicide ou la tentative de suicide s'ils sont survenus à l'occasion ou sous la menace d'un enlèvement ou de tout autre acte de violence.

ARTICLE 3. — Sont exclus du bénéfice des dispositions de la présente loi les personnes ou leurs ayants cause qui auront participé directement ou indirectement à des attentats ou à tout autre acte de violence en relation avec les événements du Maroc mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

ARTICLE 4. — Un règlement d'administration publique fixera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Les avances allouées par le Gouvernement français aux victimes françaises au titre d'une période antérieure à la promulgation de la présente loi resteront en tout état de cause acquises aux intéressés.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 juillet 1959.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,  
MICHEL DEBRÉ.

Le Ministre des Armées,  
Ministre des Affaires étrangères par intérim,  
PIERRE GUILLAUMAT.

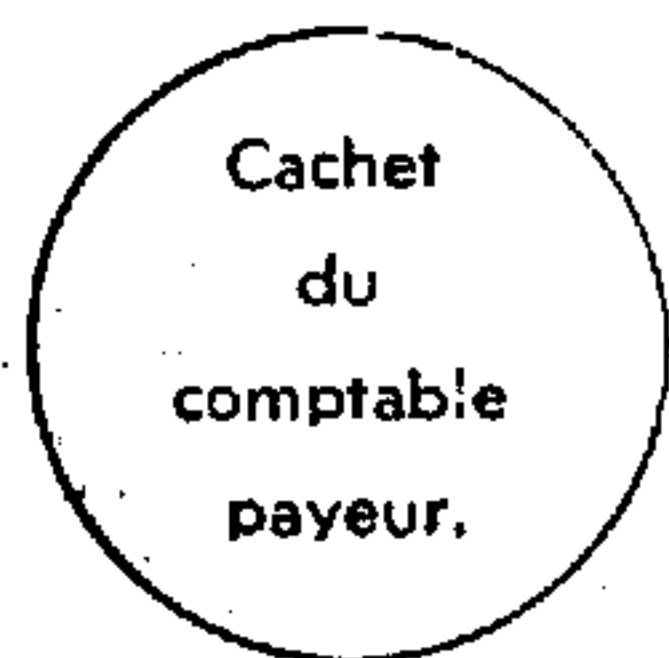
Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,  
ANTOINE PINAY.

Le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre,  
RAYMOND TRIBOULET.

DEMANDE SOUSCRITE POUR L'ATTRIBUTION D'UNE PENSION  
AU TITRE DE LA LOI N° 59-984 DU 31 JUILLET 1959

M. ....  
(Nom et prénoms.)  
né le ..... à .....  
de nationalité française,  
demeurant à .....  
(Adresse complète.)  
demande l'attribution d'une pension en vertu de la loi n° 59-984 du 31 juillet 1959 à  
titre de victime directe (ou de veuve, ou d'orphelin, ou d'ascendant de victime  
directe) des événements survenus au Maroc entre le 1<sup>er</sup> juin 1953 et le 31 décem-  
bre 1956.

Le postulant déclare être titulaire de la rente viagère marocaine (dahir du  
30 septembre 1953) n° ..... dont les arrérages sont payés  
par le { Trésorier-Payeur Général.  
Receveur des Finances. } de .....  
Percepteur.



Fait à ..... le .....

Signature :

Cadre réservé au Trésorier-Payeur Général.

Rente viagère (dahir du 30 septembre 1953) n° ..... payée pour le compte  
du Trésor français avec effet du ..... pour un montant  
trimestriel de ..... F.

Monsieur le Directeur interdépartemental des Anciens combattants et Victimes de  
guerre est prié de bien vouloir joindre la présente demande à la fiche B de l'allocation  
provisoire d'attente qu'il aura attribuée lors de son envoi au Comptable supérieur  
assignataire ou informer le Comptable supérieur soussigné de la non-délivrance d'un  
titre de l'espèce si les droits à pension du postulant ne paraissent pas établis. En  
tout état de cause, il lui est demandé de notifier au Comptable soussigné, dès qu'elle  
sera intervenue, la décision qui sera prise par l'Administration centrale (concession  
d'une pension ou rejet).

A ..... le .....

Le Trésorier-Payeur Général de .....